

Accès à l'IA pour tous, semaine de 32 heures, redistribution de la richesse... Le premier plan politique d'OpenAI pour transformer nos sociétés

Par Steve Tenré

Le 8 avril 2026 à 13h02

Sujets

- intelligence artificielle
- OpenAI
- ChatGPT

DÉCRYPTAGE - Se disant lucide quant aux «risques» que l'IA va générer dans les prochains mois, l'entreprise créatrice de ChatGPT a partagé ses recommandations pour entrer plus ou moins sereinement dans «l'ère de la superintelligence».

L'«ère de la superintelligence» pourrait provoquer un nombre incalculable de désastres, si l'on en croit OpenAI. L'entreprise créatrice de ChatGPT, symbole de l'intelligence artificielle auprès du grand public, a publié lundi un étonnant document de 13 pages, dans lequel elle liste les dangers de l'IA qu'elle a identifiés au fil de ses travaux, et dresse, par la même occasion, un plan d'action... politique. C'est la toute première fois qu'un géant de la tech s'adonne à l'exercice.

Ce fichier, consulté par *Le Figaro* et intitulé «*Une politique industrielle à l'ère de l'intelligence: des idées pour donner la priorité à l'humain*», est d'autant plus surprenant qu'il s'accompagne d'une interview de son PDG, Sam Altman, auprès d'Axios. «*Sam Altman fait quelque chose qu'aucun géant de la tech n'a jamais fait: il publie un plan détaillé sur la manière dont le gouvernement devrait taxer, réguler et redistribuer la richesse issue de la technologie même qu'il s'efforce de construire et de diffuser*», écrit le média américain. Citant Sam Altman, il assure en outre que «*l'ère de la superintelligence de l'IA est si proche, si bouleversante, si perturbatrice, que l'Amérique a besoin d'un nouveau contrat social - comme durant l'ère progressiste au début des années 1900, et à l'échelle du New Deal*», mis en place dans les années 30 pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux États-Unis.

Le document se veut, dans un premier temps, alarmant. L'entreprise américaine se dit en préambule «*lucide*» face aux risques posés par l'intelligence artificielle, qu'elle a elle-même contribué à faire peser sur nos sociétés: «*Suppression d'emplois et d'industries entières*», «*acteurs malveillants détournant la technologie*», «*systèmes rebelles échappant au contrôle humain*», «*gouvernements usant de l'IA pour saper les valeurs démocratiques*», «*concentration du pouvoir et la richesse*»... OpenAI divise son document en deux volets: le premier, de cinq pages, est dédié à l'économie de nos sociétés. Le second, de quatre pages, aborde, lui, leur sécurité face à l'emploi de l'IA.

L'IA «remodèlera des industries entières à une échelle sans précédent»

Sur le volet économique, l'entreprise américaine estime que les progrès atteints par l'IA (qui

contribue désormais à *«guérir ou prévenir des maladies, lutter contre la famine, renforcer l'agriculture ...»*) *«remodèleront des industries entières à une vitesse et une échelle sans précédent par rapport aux changements technologiques antérieurs»*.

«Sans politiques réfléchies, l'IA pourrait accroître les inégalités en amplifiant les avantages de ceux déjà en position de bénéficiaire du progrès, tandis que les groupes disposant de moins de ressources prendront encore plus de retard, exclus des nouveaux outils, des nouvelles industries et des nouvelles opportunités», poursuit-elle. OpenAI donne même le bâton pour se faire battre, indiquant laconiquement qu'il existe un *«risque que les gains économiques se concentrent au profit d'un petit nombre d'entreprises comme OpenAI»*.

Accès à l'IA pour tous et semaines de 32 heures

Pour contrer l'ensemble de ces dangers économiques, OpenAI formule une petite dizaine de recommandations. La compagnie américaine appelle notamment les entreprises à *«inclure»* leurs employés sur la question de l'intelligence artificielle, afin qu'ils puissent pleinement *«consentir»* à son adoption, en renfort de leurs métiers.

Il faut également *«permettre aux travailleurs de prioriser l'emploi de l'IA sur les tâches dangereuses, répétitives, administratives ou épuisantes afin que les employés puissent se concentrer sur les tâches à plus haute valeur ajoutée»*, poursuit OpenAI, qui enjoint aussi à *«fixer des limites claires à l'usage de l'IA, sans quoi elle pourrait nuire à la qualité des emplois en intensifiant la charge de travail, en réduisant l'autonomie ou en sapant l'équité des horaires et des salaires»*.

L'entreprise américaine souhaiterait également donner un *«accès à l'IA pour tous»*, l'intelligence artificielle étant un *«élément fondamental de notre économie moderne»*. Pour ce faire, elle plaide pour des *«points d'accès gratuits ou à faible coût»* à des *«modèles IA de base»* dans le monde entier, déplorant, par ailleurs, que certaines régions ne soient toujours pas connectées à Internet.

Rééquilibrer la fiscalité

En outre, la révolution IA ne pourra être bénéfique que si les gouvernements internationaux *«modernisent leur fiscalité»*. L'IA automatisant certains types de tâches et supprimant certains emplois, ce qui *«augmente les profits des entreprises et réduit les revenus du travail et donc les taxes sur le salaire»*, elle pourrait éroder *«l'assiette fiscale qui finance des programmes essentiels tels que la Sécurité sociale (...), l'aide au logement»*, écrit OpenAI. Pour contrer ces baisses de revenus liés à l'impôt, les décideurs politiques devraient *«rééquilibrer la fiscalité en augmentant les impôts fondés sur le capital, avec des taxes plus élevées sur les revenus des sociétés, notamment liées à l'IA»*.

Ils devraient, également, créer un *«fonds national de richesse public»*, alimenté par les entreprises spécialisées dans l'IA, et qui offrirait à chaque citoyen, *«y compris ceux qui n'investissent pas sur les marchés financiers»*, une *«part de la croissance économique portée par l'IA»*.

Enfin, OpenAI suggère de *«convertir les gains d'efficacité de l'IA en avantages pour les travailleurs»*. De fait, les entreprises pourraient augmenter les retraites, couvrir une plus grande part des soins médicaux, subventionner la garde d'enfants, et, surtout, mettre en place des semaines de 32 heures de travail par semaine, *«sans perte de salaire»*.

Des garde-fous pour les gouvernements

Concernant le volet sécuritaire, OpenAI révèle que *«certains modèles d'IA peuvent désormais être détournés pour causer des attaques cyber ou biologiques»*. *«Les systèmes IA peuvent aussi agir au-delà d'une supervision humaine, affecter le bien-être social et émotionnel s'ils sont déployés sans*

mesures de protection adéquates (...) L'IA va remodeler la prise des décisions, le fonctionnement des organisations et la manière dont les États interagissent (...) et pourrait exercer une nouvelle pression sur les institutions et les normes dont les sociétés dépendent pour rester stables, sûres et libres», poursuit l'entreprise.

Pour se prémunir de ces risques, OpenAI appelle sans surprise à renforcer les contrôles des IA, et de «*mettre en place des mesures de protection*» dans les secteurs les plus critiques, tels que le nucléaire, la chimie ou la santé. L'entreprise américaine souhaite également que soient mis en place des «*plans de confinement*» pour les modèles défectueux - ceux qui adopteraient un comportement autonome ou ceux qui seraient capables de se répliquer ou de muter, par exemple.

Autre mesure énoncée par OpenAI, le déploiement de «*garde-fous pour les gouvernements*». «*Demandez aux décideurs politiques d'établir des règles claires sur la manière dont les gouvernements peuvent et ne peuvent pas utiliser l'IA (...) Ces normes doivent être codifiées dans la loi et renforcées par des garanties techniques*», peut-on lire à la onzième page. «*En même temps, utilisez l'IA pour renforcer la démocratie. L'IA doit créer des traces numériques claires concernant le raisonnement et les actions des différents gouvernements.*»

La publication de ce document fleuve survient alors qu'OpenAI a récemment annoncé avoir porté sa valorisation à 852 milliards de dollars, en bouclant sa dernière levée de fonds par un montant record de 122 milliards de dollars, ouvrant la voie à une introduction en Bourse très attendue, mais à une date pas encore déterminée.